

**Volet B**
**Copie à publier aux annexes au Moniteur belge
après dépôt de l'acte**

 Réservé
au
Moniteur
belge


19300404


 Déposé
02-01-2019

Greffé

Bijlagen bij het Belgisch Staatsblad - 04/01/2019 - Annexes du Moniteur belge

N° d'entreprise : 0717536120

Dénomination

(en entier) : Gestion Cofinem

(en abrégé) :

Forme juridique : Société en commandite simple

Siège : Avenue Jules Bordet 160 16

1140 Evere

Belgique

Objet de l'acte : Constitution

Objet de l'acte :

Les statuts,

L'an deux mille dix-huit, le 1 décembre, Les soussignes déclarent former, par ces statuts, entre eux et tous ceux qui, par la suite, deviendront associés, une Société en Commandite Simple dont les statuts ont été arrêtés comme suit :

En tant qu'associé commandite :

1. Monsieur Nourdine El Morabet, de nationalité Belge, NN 76.04.12-145-52 domicilié à 162 avenue Charles Woeste à 1090 Jette.

En tant qu'associé commanditaire :

Madame El Darissi Asmaa de nationalité Belge, NN 851108 1540 13 domicilié à 162 avenue Charles Woeste à 1090 Jette.

TITRE 1er : DENOMINATION, FORME, SIEGE SOCIAL, DUREE ET OBJET

Article 1er : Forme et dénomination

La société adopte la forme de « Société en Commandite Simple » et prend la dénomination « GESTION COFINEM ».

Tous actes, factures, annonces, contrats, publications et autres émanant de l'association doivent mentionner la dénomination de la société en entiereté ou en abrégé précédée ou suivie immédiatement de ces mots « Société en Commandite Simple » ou l'abréviation « SCS » ainsi que le siège de la société.

Article 2 : Siège social

Le siège de la société est établi au n° 160/16, av Jules Bordet à 1140 Evere. Ce siège pourra être transféré partout ailleurs en Belgique sur simple décision des administrateurs gérant et publication aux annexes du Moniteur Belge.

La société peut établir des succursales ou des dépendances en tout autre endroit de la Belgique, par décision de la gérance.

Article 3 : Durée

La société est constituée en ce jour pour une durée « illimitée ». Elle peut être dissoute par décision de l'assemblée Générale, délibérément dans les conditions requises par la loi.

Article 4 : Objet

1. La fourniture de tous services, études et conseils ainsi que la formation dans les domaines :

- de la consultance aux entreprises ;
- de la gestion d'entreprises ;
- de la gestion de produits ;
- des ressources humaines contrats et gestion de paie ;
- de la communication ;
- du développement de stratégies, de conseils et de programmes d'actions,

- du management de projets ;
- des audits et des enquêtes d'opinion,
- de la création et de l'accompagnement d'entreprises nouvelles ;
- du « coaching », de la gestion et de l'orientation de carrière ;
- de l'organisation de séminaires, de formations et d'événements d'entreprises ;

2. La réalisation, la fourniture et la commercialisation de tous types de support ou matériel en rapport avec l'objet social.

3. Toute opération relative à l'importation, l'exportation, l'achat, la vente, la représentation, la fabrication, la commercialisation et le négoce en général, en gros ou en détail de toutes espèces de marchandises.

4. L'acquisition, la gestion et l'exploitation de tous droits intellectuels, brevets et licences.

5. La constitution et la valorisation d'un patrimoine immobilier, tant en immeubles qu'en droits réels immobiliers, notamment l'achat, la vente, l'échange, la négociation, la transaction, la gestion, le leasing, la location meublée ou non tant en qualité de bailleur que de locataire, le lotissement, l'expertise, la revente, le courtage, la promotion, de tous biens immobiliers et en général de quelque nature, situés en Belgique ou à l'étranger.

6. L'acquisition, la vente ou l'échange de tout droit mobilier et de toute valeur mobilière, en ce compris notamment la constitution et la gestion d'un portefeuille de valeurs mobilières pour son compte propre uniquement ;

7. La prise de participations, directe ou indirecte, dans le capital de toute personne morale belge ou étrangère, existante ou à créer, de quelque manière que ce soit, notamment par voie d'apport, de fusion, de souscription et de commandite.

La société pourra également,

- consentir tous prêts, crédits et avances sous quelques formes que ce soit et pour quelques durées que ce soit, à toutes entreprises ou personnes affiliées ou dans laquelle la société possède une participation.
- se voir octroyer, sous quelques formes que ce soit et pour quelques durées que ce soit, tous prêts, crédits et avances par toute personne physique ou morale dans le cadre de ses activités.
- donner caution, aval ou toutes garanties généralement quelconques, tant pour ses propres engagements que pour les engagements de tiers, entre autres en donnant ses biens en hypothèque ou en gage, y compris son fonds de commerce ;
- exercer la fonction de gérant, d'administrateur, de délégué à la gestion journalière, ainsi que toute autre fonction autorisée dans toute personne morale belge ou étrangère.

La société peut, d'une manière générale, faire en Belgique ou à l'étranger, toutes opérations commerciales, industrielles, financières, mobilières ou immobilières se rapportant, directement ou indirectement, à son objet social ou qui serait de nature à en favoriser ou développer la réalisation.

TITRE 2ème : RESPONSABILITES, CAPITAL SOCIAL, APPORTS ET PARTS SOCIALES

Article 5 : Responsabilité – fonds social

Les associés commanditaires sont passibles de dettes et pertes de la société jusqu'à concurrence des fonds qu'ils ont promis d'y apporter. L'associé commanditaire ne peut, même en vertu de procurations faire aucun acte de gestion. Les avis, les conseils, actes de contrôles et de surveillance et les autorisations données aux gérants pour les actes qui sortent de leur pouvoir n'engagent pas les associés commanditaires.

Les associés commanditaires ont les droits, deux fois par an, d'obtenir communication des livres et des documents sociaux et de poser par écrit des questions sur la gestion sociale, auxquelles il doit être répondu également par écrit.

Article 6 : Les associés

Monsieur EL MORABET Nourdine, associé commandite est indéfiniment gérant et responsable de la société.

Les autres associés sont des associés commanditaires.

Article 7 : Parts sociales

Le capital social est fixé à 500,00 euros représenté par 100 parts sociales nominatives sans désignation de valeur nominale, chaque part valant 1/100 (un centième) du capital social.

Ces parts sont réparties de la manière suivante :

El Darissi Asmaa reçoit 10% des parts,

El Morabet Nourdine reçoit 90% des parts

Les parts ne peuvent en aucun cas être représentées par des titres négociables.

Chaque propriétaire de parts est tenu d'adhérer aux présents statuts et aux décisions prises lors des assemblées.

L'associé commandite a le droit à un pourcentage de bénéfice distribuable et à un pourcentage de l'actif net de la société proportionnellement à sa participation dans le capital. Il a la qualité de commerçant et il est tenu des pertes ainsi que du passif social.

Chaque associé commanditaire a droit à un pourcentage du bénéfice distribuable et à un pourcentage de l'actif net de la société proportionnellement à sa participation dans le capital. Il n'est tenu des pertes et du passif social

Volet B - suite

qu'a concurrence de ses apports en capital.

Article 8 : Augmentation et reduction de capital

- Le capital social peut être augmenté en une ou plusieurs fois, de toutes les manières autorisées par la loi, en vertu d'une décision collective extraordinaire des associés commandites et commanditaires. Ces augmentations de capital peuvent être réalisées, soit par créations de parts nouvelles, soit par élévation du nominal des parts existantes.

- Le capital social peut également être réduit, pour quelque cause que ce soit, par décision collective extraordinaire des associés commandites et commanditaires.

Article 9 : Registre de parts

Les droits de chaque associé commanditaire dans la société résultent seulement des présentes, des actes modificatifs ultérieurs et des cessions qui seront ultérieurement consenties. Les parts sont nominatives, il est tenu au social un registre des associés qui contient la désignation précise de chaque associé, du nombre de ses parts, l'indication des versements effectués et les transferts ou transmission de parts.

Les transferts ou transmission de parts sont inscrits dans ledit registre datés et signés par le(s) cedant(s) et le(s) cessionnaire(s) dans le cas de cession entre vifs, et par le(s) gerant(s) et le(s) bénéficiaires dans le cas de transmission pour cause de décès.

Les cessions ou transmissions n'ont effet vis-à-vis de la société et des tiers qu'à dater de leur inscription dans le registre des associés commanditaires.

Tout associé ou tout tiers intéressé peut prendre connaissance de ce registre.

Article 9 bis : Cession des parts – retrait d'un associé.

Toute cession de parts sociales entre vifs doit faire l'objet d'un acte authentique ou sous seing privé. Si l'un des associés commanditaires souhaite céder ses parts à une personne qui n'est pas déjà associée de la société, le futur cessionnaire devra préalablement obtenir l'agrément de la majorité des associés réunis en assemblée générale extraordinaire.

En ce qui concerne les associés commandites, ils ne peuvent céder leurs parts à un autre associé ou à un tiers qu'avec le consentement unanime de tous les associés. En outre, un associé peut se retirer totalement ou partiellement de la société après accord de la majorité des associés réunis en assemblée générale extraordinaire. L'associé qui souhaite se retirer doit notifier son souhait à la société et à chacun des autres associés par lettre recommandée avec accusé de réception au moins 1 mois avant la date de la prise d'effet souhaitée pour son retrait.

Si l'assemblée générale extraordinaire des associés donne son accord, la société lui rembourse la valeur de ses parts et le gerant réduit le capital en annulant les parts de l'associé qui s'est retiré.

Article 10 : Cession de parts après le décès d'un associé – Liquidation judiciaire ou interdiction d'exercer d'un associé.

Le décès d'un associé n'entraînera pas la dissolution de la société qui continue son activité entre les associés survivants et les ayants droit de l'associé défunt après un agrément desdits ayants droit par les autres associés.

En cas de liquidation judiciaire ou d'interdiction d'exercer d'un associé, les associés se réuniront en assemblée générale extraordinaire pour décider si la société poursuit son activité ou si elle est dissolue. Si l'assemblée décide de poursuivre l'activité de la société, les parts sociales de l'associé concerné sont annulées de plein droit et le capital de la société est réduit après un remboursement de la valeur de ses parts (sauf si les associés rachètent lesdites parts ou les font racheter par des tiers dans les conditions prévues à l'article 8).

Article 11 : Le nantissement des parts sociales

Le nantissement des parts d'un associé peut se faire par acte authentique ou sous seing privé. Il n'est toutefois autorisé qu'après agrément du bénéficiaire du nantissement par les autres associés dans les conditions prévues par l'article 9 bis pour la cession des parts.

TITRE 3ème : ADMINISTRATION ET SURVEILLANCE

Article 12 : Administration

La société est administrée par le gerant. Le mandat gerant ne pourra pas être rémunéré et sera exercé à titre gratuit.

Article 13 : Surveillance

Le gerant a tous pouvoirs pour prendre les décisions concernant la gestion courante de la société et pour la représenter auprès des tiers dans la limite de l'objet social. Il peut de même acquérir des immeubles, souscrire des emprunts bancaires à moyen ou long terme, consentir des hypothèques sur les immeubles de la société ou accepter d'engager celle-ci en tant que caution simple ou solidaire. Enfin, il est tenu de consacrer tout le temps et les soins nécessaires à la gestion de la société.

TITRE 4ème : ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

Article 14 :

Les associés devront se réunir en assemblée générale ordinaire au moins une fois par an, le 1er lundi du mois de mars pour statuer sur les comptes clos à la fin de l'exercice écoulé et pour décider de l'affectation du résultat. Ils pourront aussi se réunir en assemblée générale extraordinaire à tout moment sur convocation du gerant.

Article 15 :

La convocation peut se faire par courrier simple ou courrier électronique adressé à chaque associé 15 jours avant la date prévue pour l'assemblée. Elle doit indiquer l'ordre du jour et les résolutions proposées aux associés.

Article 16 :

Lors des assemblées générales, les délibérations et les résolutions doivent être consignées sur un procès-verbal qui est signé par le gerant, par les associés présents et par les représentants des associés absents.

Article 17 :

L'assemblée générale ordinaire approuve les comptes de l'exercice clos si elle le juge opportun et elle décide de

l'affectation du resultat. Si celui-ci est beneficiaire, ce benefice, apres deduction des eventuelles pertes anterieures est reparti entre tous les associes au prorata de leur participation dans le capital ; toutefois, l'assemblee generale peut decider d'affecter tout ou une partie de ce solde a la creation de reserve, de le reporter a nouveau ou de leur donner toute autre affectation.

Article 18 :

L'assemblee generale extraordinaire a competence exclusive pour prendre toute decision aboutissant a une modification des presents statuts.

Article 18bis : Ecritures sociales

L'exercice social commence le 1er janvier pour se terminer le 31 decembre de l'annee. A cette derniere date, les ecritures sociales sont arretees et la gerance dresse un inventaire ordonne de la meme maniere que le plan comptable. Les comptes sont, apres mise en concordance avec les donnees de l'inventaire, synthetises dans un etat descriptif constituant les comptes annuels. Les comptes annuels comprennent le bilan, le compte de resultats ainsi que l'annexe et forment un tout. Ces documents sont etablis et publies conformement a la loi.

TITRE 5eme :

DISSOLUTION – LIQUIDATION

Article 19 : Dissolution

La societe pourra etre dissoute par anticipation dans l'un des cas suivants :

- Decision de justice, faillite, deconfiture
- Decision collective des associes,
- Deces de l'associe commandite.

Article 20 : Liquidation

En cas de dissolution, la societe est placee d'office en liquidation. Dans ce cas, sa denomination sociale doit etre suivie des mots « societe en liquidation » sur tous les documents destines aux tiers. Le liquidateur est designe et ses pouvoirs sont fixes par l'assemblee qui decide la dissolution. Pendant la liquidation, le liquidateur represente la societe et il procede a la vente des elements d'actifs et au paiement des dettes. A la fin des operations de liquidation, les associes se reunissent en assemblee pour donner quitus au liquidateur, pour repartir l'actif net pour clore la liquidation.

TITRE 6eme : DISPOSITION GENERALES

Article 21 : Frais et formalites de publicites

La societe prendra en charge les frais d'impression des presents statuts et d'insertion d'avis legaux. Le gerant ou un mandataire habilite accomplira toutes ces formalites.

Article 22 : Dispositions temporaires

- Le 1er exercice social commence le 1 decembre 2018 et se cloture le 31 decembre 2019
- Les comparants declarent autoriser Monsieur EL MORABET Nourdine, a souscrire pour le compte de la societe en formation, les actes et engagements necessaires ou utiles a la realisation de son objet.
- L'assemblee generale de ce jour a nomme gerant, non statutaire, Monsieur EL MORABET Nourdine.

Associe commandite : EL MORABET Nourdine

Associe commanditaire : EL DARISSI Asmaa

Fait a Bruxelles, le 1 decembre 2018